

Mesdames, Messieurs les Conseillers Régionaux de Nouvelle Aquitaine,

Les 233 engagements pris à notre connaissance par délibérations communales et intercommunales sur les 6 départements du Sud-Ouest (32, 33, 40, 47, 64, 65) ont rendu leur verdict concernant le projet E-CHO :

7 sont pour le projet, 7 s'abstiennent, 219 sont contre.

L'essentiel des motions en soutien au projet E-CHO émanent des communes limitrophes du lieu d'implantation du projet, à savoir Lacq (64). Il est cependant à noter que malgré les pressions et injonctions reçues de la part du Président de la Communautés de Communes Lacq Orthez et les créations d'emplois qu'on leur a fait miroiter, la majorité des communes n'ont pas voté le soutien au projet, et certaines ont même délibéré contre !

Dans un article paru à La Tribune, Anne Guivar'ch présidente de la FIBNA s'inquiète au nom des industriels du bois de ce qu'il sera impossible d'approvisionner tous les projets qui réclament de la matière première ligneuse.

L'analyse des chiffres ne souffre donc aucune équivoque : le projet E-CHO suscite l'indignation généralisée. Contrairement à ce qui plairait à certaines et certains de penser, il ne s'agit pas d'un clivage entre les écologistes et le monde rural, entre les élus de gauche et de droite, mais bien d'une fracture au sein de notre société entre des élus qui reçoivent leurs ordres de l'Europe et de l'État et ceux qui, aux côtés de la population, gèrent la réalité du quotidien.

Le projet E-CHO suscite un débat de fond qui concerne l'ensemble de nos territoires:

Couper les forêts du Sud-Ouest pour lutter contre le dérèglement climatique :
est-ce vraiment une solution ?

C'est pourtant à cela que se résume le projet. **Votre projet ?**

Y-a-t-il une solution pour remplacer le kérosène par une véritable énergie décarbonée qui puisse permettre la croissance exponentielle du trafic aérien ? L'étude approfondie de tous ces projets nous prouve que non. Que l'on parle en milliers d'hectares, en tonnes de matière sèche, en pourcentage de coupes supplémentaires, en milliers de M3 d'eau ou en Mégawatt, les besoins de tels projets pour couvrir 1 ou 2% du trafic aérien sont inconcevables ! Les comptes sont faciles à faire et il ne sert à rien de s'acharner à retourner les chiffres dans tous les sens.

Malgré cela, personne en haut lieu ne remet en cause la croissance exponentielle d'un secteur d'activité dont 70% sont des vols d'agrément qui concernent majoritairement une population aisée plutôt jeune et diplômée, dans un contexte où 80% des habitants de la terre n'ont jamais pris l'avion. Des mesures visant à modérer le trafic aérien pourraient-elles sérieusement être assimilées à de « l'écologie punitive » ?

Ce que confirment ces études, c'est que la croissance sans limite, le développement sans raison ni discernement ne sont pas durables. Ce n'est pas rien. Celles et ceux qui, pour des raisons dogmatiques ou électoralistes, s'obstinent à le nier s'apparentent de plus en plus à des criminels.

C'est la même question qui agite notre société concernant la loi Duplomb :

Polluer les sols et les rivières pour sauver l'agriculture française. Voilà le projet des parlementaires français. Or ce n'est pas celui des agriculteurs, ce n'est pas celui du monde rural, qu'on se le dise.

Cette situation n'est que le résultat combiné de politiques expansionnistes et mondialistes menées depuis plus de 50 ans en matière agricole et des situations hégémoniques des grands groupes de l'agro-industrie et de la grande distribution. Si les productrices et producteurs de betteraves sont obligés d'utiliser des pesticides nocifs pour survivre - leur terrible réalité - ce n'est pas à cause de pucerons qui ont toujours peu ou prou existé ou parce qu'ils sont des imbéciles qui ont décidé en conscience de sacrifier leur outil de travail et l'héritage millénaire de leurs ancêtres. C'est parce qu'ils sont tenus pieds et poings liés par les monopoles exercés par des producteurs de sucre qui spéculent quotidiennement sur leur travail.

Si l'on voulait bien faire cesser le vacarme des récupérations électorales de tous bords dont est victime le monde rural, on se rendrait compte que les 2 millions de personnes qui signent la pétition contre la loi Duplomb ne sont pas les ennemis du monde rural, bien au contraire. Signer pour la préservation de la vie, c'est signer pour la préservation de la ruralité, pour la poursuite d'une agriculture saine et durable.

Mais pour accepter de voir cette réalité en face et pouvoir prendre des décisions à la hauteur des enjeux présents, il faudrait commencer par reconnaître ensemble les responsabilités passées. Dans le drame que vit aujourd'hui l'agriculture et le monde rural et qui est intimement lié au drame que vit l'environnement au sens large, il n'y a que des responsabilités collectives. Ce n'est pas une raison pour les occulter, au contraire. L'immense majorité des acteurs locaux ont collaboré à la situation actuelle. Pour ce qui est des quelques énergumènes qui ont osé élever leur voix ultraminoritaires, ils se satisferont aisément de figurer aux oubliettes de l'histoire du

moment que, même tardivement, la société dans son ensemble est capable d'ouvrir les yeux et de réagir.

Allons-nous continuer à faire aujourd'hui avec les forêts ce que nous avons toutes et tous contribué à faire de nos champs, de nos rivières, de nos haies, de nos paysages ? L'ensemble des actrices et acteurs, à leur manière, avec leurs différences de point de vue, citadins, ruraux, propriétaires, professionnels, chasseurs, écologistes, élus locaux, tirent la sonnette d'alarme.

Couper les forêts pour lutter contre le réchauffement climatique, ce n'est pas notre projet. C'est le projet criminel d'une extrême minorité de décideurs qui obéissent à des directives européennes et qui, pour des raisons d'obéissance idéologiques et d'intérêts électoraux, demeurent résolus à ne pas entendre les voix concordantes des seuls vrais propriétaires de la forêt : le peuple de France, du Pays Basque et de Gascogne, celui des villes et celui des champs.

Ce qui change, c'est qu'aujourd'hui, tout devient visible, transparent. L'écologie au sens propre du terme, c'est seulement le nom donné à l'acte de protéger le vivant d'une destruction en cours et scientifiquement observée. Elle nous concerne toutes et tous, propriétaires, chasseurs, agriculteurs, professionnels du bois, amoureux de la nature, de nos patrimoines, de nos paysages et de nos langues, qui nous élevons contre le projet invraisemblable de porter un coup fatal à une forêt déjà en crise climatique et en situation de surexploitation.

Il ne s'agit pas de condamner d'avance une technologie en elle-même mais bien de considérer que le préambule à tout changement de paradigme et à toute étude sérieuse de la réalité, concernant l'aviation notamment, est la nécessité de réduire une consommation délétère pour tous. La survie de la nature et de la terre vaut bien que nous lui sacrifions une partie de nos privilèges. Voilà le véritable enjeu.

L'intérêt général, celles et ceux qui vivent dans la réalité de la campagne le savent, est de pérenniser les initiatives et plans qui visent à la gestion durable et raisonnée de la forêt, ici par la protection des couverts de feuillus, là par la sauvegarde des chênes-lièges, les processus de régénération naturelle partout où elle est possible, etc. Autant d'actions menées par les élus locaux et nombre de groupements forestiers, en collaboration et parfois à l'initiative de vos services, avec l'expertise de l'ONF. C'est ce que disent en substance l'ensemble des motions de délibération des élus locaux.

Il y a plus de 2 ans, vous avez engagé par vote à l'unanimité des sommes conséquentes d'argent public pour l'étude du projet E-CHO. Aujourd'hui, le danger de ce projet étant avéré et la population du Sud-Ouest s'étant exprimée, **nous vous demandons vous aussi de donner publiquement votre avis.**

L'Assemblée Régionale n'est-elle qu'une assemblée de godillots qui votent, soucieux de leurs intérêts personnels et électoraux, à la seule confiance de leur Président et de leur responsable de la transition ? Jusqu'ici, c'est la rumeur que semble confirmer votre silence têtu et anti-démocratique face à nos demandes citoyennes légitimes.

Nous ne doutons pas qu'il finira par se rompre à grand fracas.

Nosautes, Gu, Nous,
Citoyennes et citoyens d'Aquitaine

La forêt est notre bien commun

<https://foretbiencommun.wixsite.com/aquitaine>